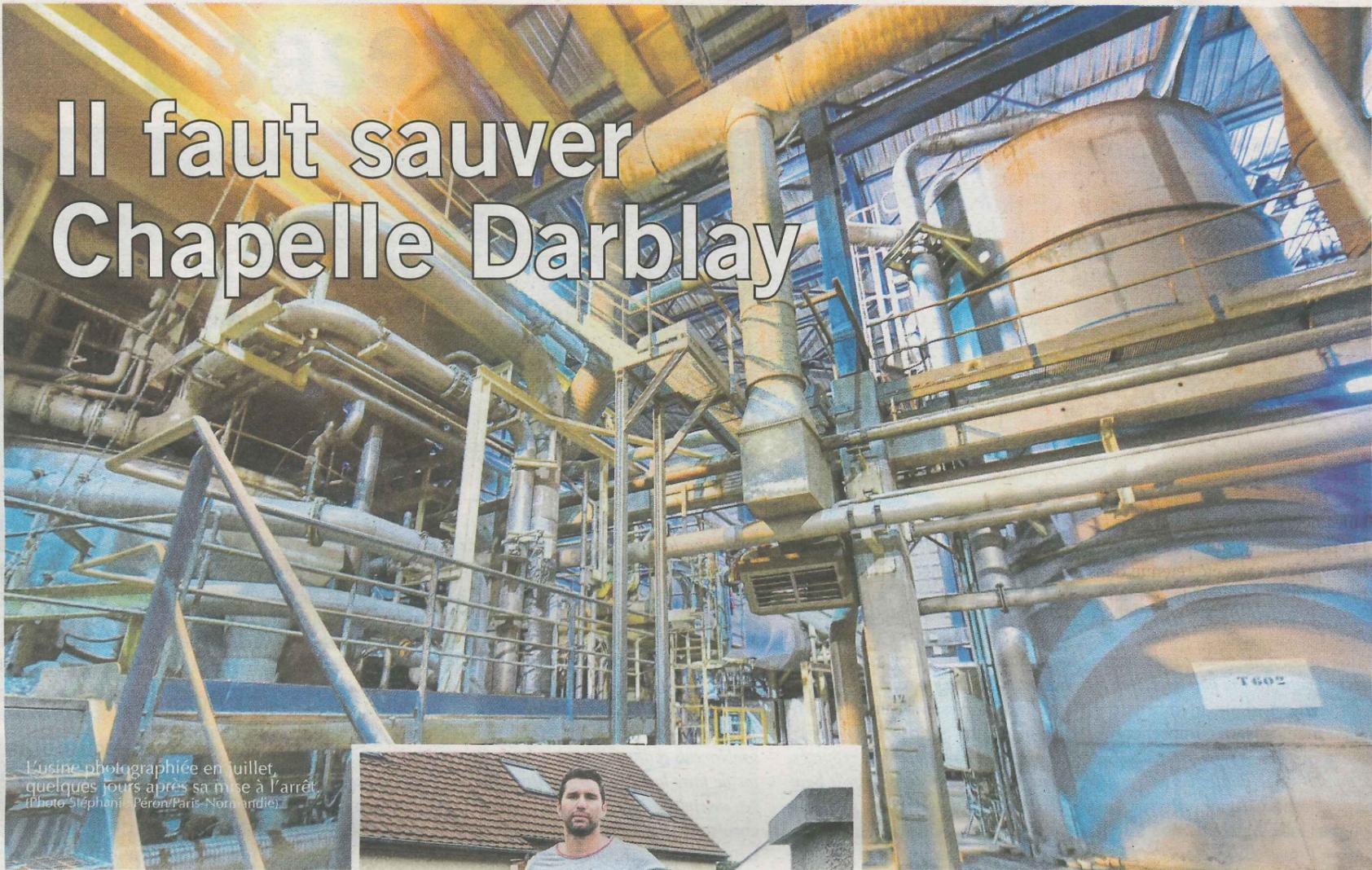


Il faut sauver Chapelle Darblay



L'usine photographiée en juillet, quelques jours après sa mise à l'arrêt. (Photo Stéphane Péron/Paris-Normandie)

Témoignages.

Ludovic Duval, 14 ans d'ancienneté, et Laurent C., 32 ans de boîte : tous deux racontent « l'après » Chapelle Darblay, alors qu'une solution de reprise est toujours espérée.

« **L**e plus dur pour moi, c'est de n'avoir aucun soutien politique. Tout le monde s'en fout, je trouve ça écoeurant. » Laurent C., 54 ans, a passé trente-deux ans à la papeterie Chapelle Darblay de Grand-Couronne. Quatre mois après son licenciement et celui de ses 229 collègues, le père de famille a envoyé huit candidatures spontanées dans des usines similaires à 50 km à la ronde. Huit lettres, zéro réponse.



Ludovic Duval, 39 ans dont 14 à Chapelle Darblay. (Photo C.H./PN)

L'écoeurement est immense chez les anciens « pap chap », tant la papeterie répondait aux enjeux actuels.

Direction l'industrie pharmaceutique

Cette vieille dame de plus de 90 ans, pionnière dans le recyclage du papier, produisait il y a encore quelques semaines du papier journal 100 % recyclé. Au moment des discours sur la nécessité de

réindustrialiser le pays, la fermeture de ce fleuron détenu par le finlandais UPM ne passe pas. Laurent C. travaillait au laboratoire, pour le contrôle qualité et développement. « Une ambiance de travail assez exceptionnelle, se remémore-t-il. Et une rémunération plus qu'attractive... » en échange des 3x8 (ou des 5x8), semaine, week-end et jours fériés sans distinction. « Je ne me projette pas du tout ailleurs », lâche-t-il. Laurent C. parle de Chapelle-Darblay au présent, comme s'il y était toujours. « J'ai l'impression d'être en vacances, et que je vais reprendre le boulot de main... »

Au contraire, Ludovic Duval, 39 ans, ancien opérateur finition, a tourné la page. Après avoir envisagé de se reconverter en développeur web, il a décidé de rester dans l'industrie. « J'en étais revenu quand on voit que ça délocalise partout, mais au bout de vingt ans, on a des compétences transférables. Avec trois enfants et un crédit pour la maison qui court encore sur vingt ans, je ne peux pas me permettre de repartir avec un Smic. »

Ludovic Duval a donc tranché : « Je vais me diriger vers l'industrie pharmaceutique », un secteur porteur par les temps qui courent... À partir de janvier, il mettra donc à profit son budget de formation individuelle pour valider en un an une équivalence bac + 2. « À moins que je retrouve quelque chose avant qui me convienne. Sinon, je compte profiter de cette opportunité. »

CHRISTOPHE HUBARD

La proposition des communistes

Et si la Société d'économie mixte (SEM) était la solution pour sauver Chapelle Darblay ? C'est en tout cas la proposition formulée par les élus communistes réunis hier en conférence de presse. Cette SEM permettrait d'acquérir l'usine d'UPM pour ensuite la préparer à d'autres productions (cartonnage, ouate pour l'isolation ou pâte marchande recyclée), en vue d'un rachat par un repreneur. « Il faut une SEM portée par la Métropole en coordination avec l'Agence de développement de la Région et de la Chambre de commerce et

d'industrie », explique Hubert Wulfranc, député de la 3e circonscription. Pour rappel, le PSE prévoit le maintien du site en l'état, jusqu'en juin 2021. « Les délégués syndicaux ont estimé l'investissement pour transformer l'outil de production à 100 M€ », ajoute Stéphane Barré, maire d'Oissel. La SEM aurait vocation à recueillir les fonds publics, voire privés, d'industriels intéressés pour permettre la reconversion de l'outil. Dotés de cette SEM, les élus pourraient entamer des négociations avec la direc-

tion d'UPM pour éclaircir un point central : le groupe finlandais est-il vraiment vendeur ? L'année dernière, un cartonier avait manifesté son intérêt, mais c'était avant que le Covid ne plonge l'économie mondiale dans l'inconnu. Et si UPM refusait de vendre ? « L'État a un pouvoir d'expropriation pour une éventuelle SEM », répondent les élus. « Nous allons saisir les différents présidents [Métropole, Région et Département], reprend Hubert Wulfranc. Nous voulons que ce soit un curseur politique pour les mois qui viennent. »

CE VENDREDI

Débat public sur le site

Ce vendredi 16 octobre, à 14 h, à Chapelle Darblay, la CGT organise un débat interactif sur l'outil industriel au service de l'environnement en Vallée de Seine, entre les huit responsables nationaux du collectif « Plus jamais ça » : CGT, Attac, Greenpeace, Les Amis de la Terre France, Oxfam France, La Confédération paysanne, FSU et Solidaires. Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, est annoncé. Le syndicat présentera « 11 projets alternatifs pour la pérennité du site et de tous les emplois. »